

Une Symétrie de la Peur

Comment peut-on atteindre une même volonté pour tous les acteurs ?

RUMU SARKAR, PHD*

L'ère de la guerre froide a enfermé les États-Unis et l'ex-URSS dans un *statu quo* politique et militaire basé sur la sombre perspective d'une guerre nucléaire conduisant à une destruction mutuelle certaine. Les deux superpuissances n'étaient pas seulement polarisées en termes d'idéologie sous-jacente et de système de gouvernement (démocratie contre communisme), mais également en termes de moyens de production (libre économie de marché capitaliste contre socialisme dirigé par l'état).

De plus, les deux super puissances ont également insisté pour polariser le reste du monde. Conformément au proverbe africain qui dit que quand deux éléphants combattent, c'est l'herbe qui en souffre le plus, les politiques d'endiguement, de guerres par procuration et de création de zones d'influence ont pesé sur de nombreux pays extérieurs au conflit. Bien que les approches politiques et économiques des anciennes superpuissances aient été radicalement différentes, la symétrie structurale de ces deux acteurs, les deux États-nations les plus puissants à cette époque, constitue la « thèse ».

Les contradictions internes des régimes socialistes ont finalement conduit à leur effondrement, mais la parenthèse pacifique qui a suivi la chute du mur de Berlin en 1989 fut brisée le 11 septembre 2001. Nous nous trouvons actuellement dans la deuxième étape, celle de l'« antithèse » ou de l'« asymétrie » posée par le terrorisme global, agissant par le biais d'acteurs non étatiques comme Al-Qaëda et autres groupes terroristes apparentés. De fait, l'armée américaine reconnaît pleinement les « menaces asymétriques » posées par de tels groupes, et a créé *Asymmetric Warfare Group* au sein de l'armée de Terre américaine en 2005¹.

La guerre asymétrique n'est pas une nouvelle, mais bien une ancienne stratégie, où des tactiques non conventionnelles sont utilisées pour contrer la supériorité militaire conventionnelle écrasante d'un adversaire. La supériorité technologique et militaire décisive des États-Unis sur les forces militaires conventionnelles de n'importe quel ennemi concevable n'est pas contrée par une guerre conventionnelle, mais par des moyens non conventionnels qui peuvent inclure dans le contexte actuel des attaques terroristes, des armes de

*Rumu Sarkar, PhD en droit public international de Cambridge University, est actuellement conseillère juridique sénior à CALIBRE Systèmes. Elle a servi auparavant au conseil général de la *Base Closure and Realignment Commission* et de *Overseas Basing Commission* ainsi qu'au conseil général auxiliaire pour les affaires administratives à *Overseas Private Investment Corporation*, et comme membre du *Office of the General Counsel* à la US Agency for International Development. Elle était aussi associée à Lord, Day, and Lord et à Gaston, Snow, Beekman, and Bogue, à New York. Elle s'était spécialisée dans les litiges complexes. Rumu Sarkar était aussi professeure adjointe de droit au *Law Center* à Georgetown University où elle a enseigné un séminaire LL.M. : Le développement du droit international. Rumu Sarkar a publié *International Development Law* (Oxford University Press, 2009) et *Transnational Business Law* (Kluwer Law International, 2004), et plusieurs articles de revue de droit.

destruction massive, des guerillas, des attaques informatiques et une guerre de l'information. L'asymétrie de ces stratégies de guerre souligne le déséquilibre relatif au niveau de la taille, des approches tactiques et des objectifs des acteurs. De puissants états-nations (et non seulement les deux anciennes superpuissances) sont maintenant menacés par une nébuleuse de groupes terroristes qui n'ont pas de centre organisé, d'armées ou de structure formelle de gouvernance.

La prochaine étape, celle de la « synthèse », vers laquelle nous nous dirigeons, est celle de la « symétrie de la peur ». L'idée de la symétrie de la peur est basée sur un poème du romantique anglais William Blake « *The Tyger* », dont la première strophe :

Tigre, tigre, étincelant de feu

Dans les forêts de la nuit,

Quelle main et quel œil immortels

Surent créer ta symétrie de la peur ?²

Nous sommes non seulement terrorisés par les actes des terroristes (ce qui est une conséquence bien évidente, puisqu'il s'agit de leur objectif), mais nous sentons que de nombreux terroristes islamistes ont également peur (s'ils ne sont pas terrorisés) de la menace posée selon eux par les institutions et les idéaux occidentaux. En d'autres termes, les idées de suffrage universel et de gouvernement représentatif, de démocratie participative, de respect des droits des femmes et des minorités ethniques et religieuses, de pratiques économiques et d'institutions de libre marché posent véritablement un problème aux réseaux terroristes basés sur l'Islam fondamentaliste et à leurs agents.

La transformation de l'antithèse des menaces asymétriques posées par le terrorisme global en synthèse de symétrie de la peur est actuellement motivée par un changement fondamental. Il y a eu un changement palpable d'un simple niveau tactique, consistant de la part des terroristes globaux à poser des menaces asymétriques, à une dimension psychologique structurante, où les deux côtés se

font peur. La menace asymétrique du terrorisme global n'est plus confinée aux zones de conflit avec des engagements militaires spécifiques, mais affecte désormais les civils à chaque étape de leur vie.

De fait notre vie quotidienne a été transformée pour prendre en compte l'impact de la menace asymétrique du terrorisme global, comme le montrent les nouvelles réglementations du transport aérien, une sécurité renforcée dans presque chaque aspect de la vie de tous les jours et une nouvelle conscience effrayante de la présence d'un danger implicite. Bien plus, cette étape a déjà atteint un « état stable », où ni les cibles ni les effets du terrorisme global ne se dissipent. Ce thème sera exploré plus loin, accompagné d'une proposition de résolution de la symétrie de la peur.

Le terrorisme fondamentaliste basé sur l'Islam : un phénomène multiforme

Tout d'abord, il est important de faire une distinction très élémentaire entre les mouvements séparatistes (ou sécessionnistes) islamistes qui emploient des moyens terroristes et le mouvement terroriste global basé sur l'Islam fondamentaliste.

L'exemple le plus simple d'un mouvement séparatiste islamiste est bien sûr la Palestine. Elle est engagée dans un combat pour son autonomie, son autodétermination et l'établissement de son propre État depuis plusieurs décennies, même si nous ne traiterons pas des causes et des implications de ce conflit ici. Sachant que le Hamas avait été désigné par le département d'État américain comme une organisation terroriste étrangère³, ce mouvement a surpris les États-Unis et les autres décideurs en remportant les élections législatives générales de l'Autorité palestinienne en Janvier 2006. Le Hamas a défait le Fatah, le parti du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, engageant ainsi une lutte prolongée pour le pouvoir.

Bien que le Hamas utilise la tactique terroriste des attentats-suicides tout en lançant des roquettes de courte portée et des obus de

mortier pour atteindre ses objectifs politiques, cette organisation fournit aussi des services de base comme des équipements religieux, d'éducation, de sports et de santé à ses membres. Le fait que le Hamas réponde aux besoins élémentaires des Palestiniens et se targue d'une réputation d'honnêteté, opposée à la corruption dont sont régulièrement accusés les responsables du Fatah, peut expliquer, en partie, sa victoire politique. Par essence, le Hamas combine le nationalisme palestinien et le fondamentalisme islamique⁴.

Il y aurait d'autres exemples de mouvements séparatistes basés sur l'Islam à citer ici, mais plutôt que de développer ce point, il paraît plus utile de considérer la question de l'existence d'une relation historique (même ténue) entre les mouvements post-coloniaux qui ont établi de nouveaux états-nations et les exemples cités plus haut. Les forces révolutionnaires des anciennes colonies n'avaient généralement pas accès aux armes ou à une armée organisée, et avaient souvent recours à des moyens non conventionnels pour atteindre leurs objectifs révolutionnaires (le plus remarquable étant l'exemple de Mahatma Gandhi, qui renonça à la violence pour obtenir l'indépendance de l'Inde).

Bien que la Palestine n'émerge pas d'un passé colonial *en soi*, elle n'a pas réussi à établir son propre État. Le fait que ce mouvement, comme d'autres, soit maintenant ravivé par le terrorisme global défendu par Al-Qaeda représente une coupure brutale avec les pratiques passées utilisant les principes d'autodétermination du droit international pour créer un état internationalement reconnu. De fait, le conflit israélo-palestinien n'est plus un catalyseur du terrorisme global, mais passe dans l'ombre et est dépassé en importance par les mouvements terroristes djihadistes globaux, au regard des djihadistes eux-mêmes⁵.

L'échec de l'état

Un thème commun significatif sous-jacent qui unit les exemples de mouvements séparatistes islamistes discutés plus haut est l'échec de l'état en tant qu'institution de gouver-

nance créant une société ordonnée. Le deuxième échec, qui ne peut être ignoré, est l'incapacité à rendre les chefs d'état responsables devant leur propre peuple. Ainsi, on peut voir l'échec de l'état sous deux angles : du point de vue des gouvernants et du point de vue des gouvernés.

L'échec de l'état comme acteur économique est particulièrement pertinent dans ce contexte. Dans les décennies suivant l'indépendance de la plupart des pays en développement, l'état était le seul acteur institutionnel suffisamment important et suffisamment digne de confiance pour bénéficier de crédits et assumer une fonction d'entrepreneur. En d'autres termes, l'état était le seul acteur capable d'emprunter des fonds et de satisfaire les besoins humains de base, comme l'électricité, les transports et les télécommunications.

En réponse aux besoins urgents de leurs populations dans ces secteurs, de nombreux états créèrent des entreprises publiques qui empruntèrent du capital pour soutenir l'infrastructure financière ainsi que d'autres besoins de reconstruction nationale. Cependant, les entreprises publiques s'engagèrent généralement dans des pratiques d'emprunt inefficaces, qui chargèrent de nombreux pays en développement de hauts niveaux d'endettement, amenant ainsi à la crise de la dette, et laissant planer perpétuellement son spectre sur ces pays. Au fil des ans, l'effondrement des entreprises publiques, l'impossibilité de créer une croissance adéquate du secteur privé et des marchés privés de capitaux, la charge persistante de la dette et de nombreux autres facteurs complexes ont conduit à la stagnation économique, et dans certains cas, à l'instabilité politique.

La discussion précédente a opéré une distinction fondamentale entre deux types différents de terrorisme basés sur l'Islam fondamentaliste : les mouvements séparatistes et le terrorisme global d'Al-Qaeda et des réseaux et cellules apparentés. Le premier type de terrorisme est basé sur l'échec de l'état, comme nous l'avons exposé plus haut, tandis que le second est basé sur l'échec des idéologies.

La nouvelle émergence de l'« état de droit » à l'échelle globale vaut certainement

la peine qu'on s'y arrête. Dans le fracas des idées mourantes et périmées, un noyau idéal de pensée occidentale a survécu, à savoir la promotion par Adam Smith de l'appétit pour l'acquisition de la richesse matérielle au rang d'idéal économique classique. Ce principe, combiné à l'exigence formulée par John Locke que l'état protège la propriété privée et les libertés individuelles, a donné naissance à la théorie politique libérale. En d'autres termes, la poursuite par chacun de son bonheur personnel par l'acquisition de richesse matérielle, liée à la protection par l'état des libertés individuelles, a été élevée au rang d'idéal classique occidental. En effet, la force terrifiante de cette idée réside sans doute dans son universalité.

Tandis que les sociétés occidentales ont développé au fil des siècles des structures légales pour protéger la propriété privée – comme les contrats d'application, les hypothèques, les prêts sur titres et les procédures de faillite – en adoptant une charte des droits et en assurant le cours normal de la loi, la plupart des sociétés non occidentales n'ont pas développé d'institutions similaires. Ce qui a commencé à révolutionner notre monde à la fin du dernier millénaire ne fut pas l'adoption d'un idéal classique occidental par le monde non occidental, mais l'adoption de la méthodologie occidentale pour atteindre cet idéal, à travers la propriété privée, un gouvernement démocratique, et un état de droit. L'adoption de cette méthodologie occidentale est ce qui a nourri, pour la plus grande part, les efforts de réforme juridique dans les pays en développement pendant les 25 dernières années.

Si l'échec des idéologies à l'échelle mondiale au siècle dernier a conduit à la domination superficielle des institutions inspirées par l'Occident, l'échec des idéologies dans le monde arabe dans la poursuite de la modernité depuis la fin de la deuxième guerre mondiale a sans doute été encore plus douloureux, et n'a pas conduit au même résultat. Fareed Zacharia écrit : « Pour le monde arabe, la modernité n'a été qu'une suite d'échecs. Chaque chemin emprunté – socialisme, sécularisme, nationalisme – s'est révélé être une

impasse. [...] S'il y a une cause principale à la montée du fondamentalisme islamique, c'est l'échec complet des institutions politiques dans le monde arabe. » La modernisation est désormais perçue comme une occidentalisation, une mondialisation, ou pire, une américanisation, mais, comme le souligne Zacharia : « importer les infrastructures internes de la société moderne – un marché libre, des partis politiques, un gouvernement responsable et un état de droit – est difficile et dangereux⁶. » Pour revenir à un thème déjà abordé, l'incapacité à demander aux chefs d'état de prendre une approche plus informée et plus critique des questions de gouvernance et de croissance économique – une demande qui aurait pu être légitimement formulée par les gouvernés – fait également partie de l'échec de l'état.

La transformation profonde de la frustration, du sentiment d'humiliation et du désespoir du monde arabe en une idéologie de haine implique une alchimie complexe qui est au-delà du cadre de notre analyse. Superficiellement, il semble que les séparatistes islamistes ont répondu à la crise de l'état de façon séculière, en utilisant la violence comme un moyen d'accès au pouvoir politique. D'un autre côté, il apparaît qu'en réponse à l'échec de la modernité et de ses fondations idéologiques, Al-Qaeda a développé une « nouvelle idéologie de haine⁷ » plus profondément influencée par la religion. Cette idéologie autorise ses adhérents à la haine et à la poursuite obsessionnelle du terrorisme et de la déstabilisation des économies occidentales. Ses actions sont largement de nature symbolique et se nourrissent du désespoir, de la déresponsabilisation et de l'absence d'émancipation de jeunes Musulmans fanatisés. Plutôt que de demander des comptes aux leaders arabes, leur défiance s'est métamorphosée en une haine sans compromis des idéaux, des valeurs, des institutions, des symboles et des peuples occidentaux.

Cette nouvelle génération de terroristes n'éprouve aucun intérêt pour la tâche difficile de la reconstruction nationale. De fait, cette forme de terrorisme n'est pas basée sur l'échec de l'état – l'état a déjà implosé en Afghanistan, ou est dans un processus de dé-

clin et d'effondrement en Iraq, à moins que les troubles civils ne s'y apaisent. Ce type de terrorisme n'est pas seulement basé sur l'échec de l'idéologie occidentale soutenant la démocratie libérale, mais, ce qui est plus inquiétant, est aussi basé sur la montée d'une nouvelle idéologie de haine.

Un nouveau conflit idéologique

Les créateurs et les adhérents de la nouvelle idéologie de haine d'Al-Qaeda sont instruits, riches, privilégiés et ont réussi, d'après des critères occidentaux, puisque les nouvelles recrues sont des ingénieurs, des physiciens et d'autres riches professionnels ayant bénéficié d'une éducation occidentale. Cette idéologie n'est pas de nature à promouvoir la stabilité économique ou politique d'un état-nation pour créer des structures viables et étatiques de gouvernement et de production économique – tel n'est pas le but des terroristes globaux. De fait, on peut avancer que les terroristes globaux émergeant du contexte européen démontrent que le fait de vivre dans des économies politiques stables ne les empêche pas de s'engager dans des actes de terrorisme – bien au contraire, visiblement.

Au niveau plus profond, cette idéologie de haine méconnaît fondamentalement la nature acquisitive de l'homme. D'un point de vue extérieur, une grande part de cette haine féroce semble basée sur la jalousie et sur une profonde méfiance envers les succès économiques, la domination politique et l'hégémonie culturelle de l'Occident – plus spécifiquement de ses biens de luxe. La liberté de choisir et de prendre des risques pour défendre ces choix (tel qu'institutionnalisée par le génie du capitalisme) est la liberté ultime.

Choisir délibérément (et imposer aux autres) l'« absence de liberté » consistant à voir le peu de choix offerts dicté par des leaders religieux ou des chefs de guerre tribaux ne représente pas une véritable libération. En effet, loin d'enlever du pouvoir aux autres états-nations, le terrorisme global agit pour enlever du pouvoir à ses propres adhérents en cultivant le désespoir et le manque de

confiance dans l'avenir – ou simplement dans l'idée que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Bien que cette idéologie prétend être basée sur la foi, elle tourne en ridicule des valeurs basées sur la foi qui sont universelles par nature.

Si, d'un autre côté, les terroristes islamistes globaux n'ont pas fondamentalement mal interprété la nature de l'homme et sont prêts à tuer pour cette idéologie, et, de manière plus importante, s'ils sont prêts à mourir pour cet état d'absence de liberté, alors nous sommes tous perdus. Ils ont en effet créé une nouvelle espèce d'être humain qui est imperméable aux valeurs de la civilisation humaine, dont le respect pour le caractère sacré de la vie humaine n'est pas le moindre. De fait, l'endocritinement systématique d'un credo de violence et la répression sans compromis de la créativité humaine touchant toutes les sphères de la vie pourraient créer une terrible nouvelle sensibilité encourageant implicitement un mépris complet pour la vie humaine. Il n'y a réellement aucune réponse à quelqu'un qui désire mourir, alors que nous désirons clairement rester en vie.

En conclusion, donc, pour résoudre la symétrie de la peur, il sera nécessaire de créer un « nouveau soldat ». Ce soldat doit démontrer des qualités hautement subjectives telles que l'empathie et l'intuition, ainsi qu'une perception accrue de son environnement, lui permettant de se mouvoir sans peur dans des domaines culturels, linguistiques et émotionnels différents. Un tel soldat doit être à la fois intuitif et intelligent – c'est pourquoi des valeurs culturelles différentes devront être cultivées (à l'intérieur de l'armée et plus généralement des sociétés occidentales) afin de créer ce soldat d'un genre nouveau.

En dernière instance, cependant, malgré tous les efforts pour créer et déployer sur le terrain un nouveau soldat, la symétrie de la peur ne sera résolue que quand les terroristes globaux apprendront à aimer, non pas nous, mais eux-mêmes. Ce n'est que quand ils abandonneront leur nihilisme ravageur et auto-destructeur et le remplaceront par le sens du respect, de soi et des autres, que la symétrie de la peur prendra véritablement fin. Voilà le

défi complexe posé par la symétrie de la peur, et c'est notre espoir sincère que nous travaillerons tous ensemble pour faire revivre l'espoir et restaurer la confiance dans l'avenir. Les véritables leaders dans la symétrie de la peur sont ceux qui peuvent inspirer l'espoir, la foi, la confiance et finalement, l'amour. Ce n'est que lorsque nous serons capables de vivre en paix ensemble que la promesse d'un avenir meilleur nous sera rendue. A ce moment-là, nous pourrons dépasser la symétrie de la peur et accueillir la nouvelle ère de l'histoire qui commencera lorsque celle-ci prendra fin.

Cependant, la création puis la formation d'un corps de nouveaux soldats est une entreprise extraordinairement difficile, dans laquelle la plupart des responsables militaires refuseraient de s'engager. La discussion au-dessous examinera les raisons s'opposant à cette politique et expliquera pourquoi elle devrait malgré tout être poursuivie.

Les implications de la contre-insurrection

Le professeur Michael J. Mazarr met succinctement en perspective les objections à l'adoption d'une politique de défense américaine basée sur le développement des campagnes et des approches de contre-insurrection⁸. Il affirme que le tournant dans la politique de défense américaine après le 11 septembre consistant à organiser des interventions militaires contre des menaces asymétriques ainsi que des opérations de stabilisation et de *nation-building* fut malencontreux et pourrait se révéler finalement très dangereux. De fait, cet effort risque de déstabiliser la sécurité nationale des États-Unis plutôt que de la renforcer.

A mon avis, il souligne à juste titre que :

Bien qu'il soit toujours dangereux de généraliser, la plus grande part de l'instabilité décrite par les théories de la guerre asymétrique ou non traditionnelle provient avant tout de causes autres qu'une agression militaire.

Beaucoup de rebellions, d'insurrections et de guerres civiles sont les symptômes de facteurs politiques, économiques et psychosociaux qui mettent en danger la stabilité sociale et l'engagement des individus envers l'ordre public. Quand l'ordre s'est effondré, des leaders et des groupes apparaissent, déterminés à prendre le pouvoir et le combat devient une confrontation de candidats au pouvoir. Pourtant, le problème essentiel dans de nombreux états défaillants et dans d'autres contextes donnant naissance à des guerres civiles, des insurrections et au radicalisme en général dans le monde musulman est celui d'une société ou d'un large groupe d'individus en proie à un mélange de stagnation économique, de ressentiment culturel, de rancunes historiques, de répression politique ou nationale et d'autres facteurs encore. Ces maux – des injustices aux yeux de leurs victimes – ne sont pas susceptibles de recevoir des solutions militaires⁹.

En d'autres termes, ces engagements militaires ne sont pas du tout des guerres mais de petits conflits internes, le plus souvent intra-étatiques et inter-ethniques.

La liste des conséquences négatives résultant de l'adoption d'une approche militaire de contre-insurrection inclut par exemple : le manque de fonds pour la recherche, le développement et l'acquisition d'équipements adaptés à la guerre, une préparation inappropriée ou inadéquate des forces militaires à la guerre conventionnelle, le manque de fonds pour les agences et les programmes civils mieux équipés pour faire face aux causes sous-jacentes de l'insurrection ainsi que le risque que les États-Unis perdent leur avantage stratégique incontestable dans le domaine de la guerre conventionnelle (particulièrement face aux ambitions potentiellement expansionnistes de la Russie et de la Chine¹⁰.)

De plus, en adoptant une stratégie de « petites guerres », les États-Unis, en particulier, se mettent en position de perdre. Les démocraties ont une capacité limitée d'absorption du coût des petites guerres à cause d'un attachement général aux principes démocratiques et d'une répugnance généralisée envers les comportements militaires brutaux souvent rencontrés dans de tels conflits.

Jeffrey Record souligne que les dictatures qui utilisent des tactiques violentes avec leur propre peuple et qui n'ont pas à rendre compte de leurs actions ont souvent une plus grande tolérance aux petites guerres que les démocraties¹¹. Ainsi, les opérations souvent de longue durée des guerres non conventionnelles ne sont en général pas gagnables par de grandes démocraties comme les États-Unis. On peut soutenir que cela a été historiquement le cas de la France et de l'Angleterre, comme en témoigne la nature asymétrique des combats pour l'indépendance qui ont eu lieu durant leurs périodes coloniales respectives.

Plus encore, la focalisation sur la victoire dans la phase coercitive de la guerre tend à donner l'impression aux stratégestes militaires, aux décideurs politiques et peut-être même au public que la guerre a été gagnée, et que le monde est maintenant un peu meilleur. C'est oublier le fait que :

La victoire militaire est un commencement et pas une fin... La victoire militaire recherchée pour elle-même n'encourage pas à penser à la deuxième phase des guerres visant un changement de régime, qui est de loin la plus difficile : établir un remplaçant viable pour le régime détruit. L'objet de la guerre, après tout, est d'obtenir une meilleure paix¹².

En effet, puisque beaucoup de petites guerres sont plus intra-étatiques qu'inter-étatiques, le changement de régime est souvent un facteur significatif de la conclusion de la phase coercitive de la guerre. Malgré tout, amener une transformation politique est souvent au-delà des capacités d'une force militaire. « Un conflit militaire a deux dimensions : gagner la guerre et gagner la paix¹³. » Les forces militaires sont faites pour la première phase, et le font généralement bien, mais ne sont pas faites pour la deuxième phase, et s'en sortent généralement assez mal. C'est précisément un des arguments-clé pour ne pas s'engager du tout dans une guerre non conventionnelle.

Finalement, et de façon plus importante, l'usage de l'armée dans les opérations de contre-insurrection et les engagements qui s'y rattachent substitue des opérations militaires

aux efforts diplomatiques et d'aide au développement. On peut soutenir qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation stratégique de la maxime de Carl von Clausewitz selon laquelle : « La guerre n'est qu'un prolongement de la politique par d'autres moyens¹⁴ ». La guerre n'est pas censée remplacer la politique. Le professeur Mazarr écrit plus loin,

Il est ainsi dangereux de voir l'armée comme l'administration chef de file pour faire face à des défis asymétriques très larges et diffus comme l'islamisme radical, la construction nationale, les opérations de stabilisation et même la contre-insurrection. Parler d'un redéploiement de l'armée américaine vers les menaces asymétriques est une forme d'esquive, permettant aux responsables de la sécurité nationale américaine d'ignorer les changements spectaculaires affectant le caractère des conflits. Aussi intelligents, adaptables et courageux que soient les officiers et les militaires américains, hommes et femmes, les menaces asymétriques demandent des réponses asymétriques – des outils, des tactiques et des techniques à la fois politiques, économiques, culturels, informationnels et psychologiques, destinés à agir en synergie à long terme – et pas des forces militaires ré-entraînées dont le but réel est de combattre et de gagner des guerres, ce qui est une entreprise entièrement différente. Le piège stratégique est évident : munis d'un outillage militaire vaste, coûteux et de qualité, les décideurs vont l'utiliser encore et encore, comme ils l'ont fait par le passé, sans se confronter au défi plus difficile de déplacer les ressources vers des outils non militaires de gouvernement¹⁵.

En augmentant considérablement les budgets pour l'aide étrangère, la diplomatie publique, les programmes d'échange et les autres formes de puissance non militaires, les États-Unis peuvent faire beaucoup plus pour s'attaquer aux sources de l'instabilité, de la stagnation et des rancunes qui sous-tendent l'échec de l'état, les radicaux, les insurgés et les groupes terroristes en général dans un monde globalisé. Le pouvoir militaire n'est pas un moyen pour défaire de telles menaces¹⁶.

D'ailleurs, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, est d'accord avec cette opinion :

Nous pouvons nous attendre à ce que la guerre asymétrique soit le pivot du champ de bataille contemporain pour quelque temps. Ces conflits sont fondamentalement politiques par nature, et ils requièrent l'application de tous les éléments de la puissance nationale. Le succès sera moins une question d'imposer sa volonté que de façonner les comportements – de ses amis, de ses adversaires, et plus encore, des gens au milieu. [...]

Mais ces nouvelles menaces exigent aussi que notre gouvernement dans son entier opère différemment – qu'il agisse avec unité, agilité et créativité. Et cela exigera beaucoup plus de ressources consacrées aux instruments non militaires de puissance des États-Unis.

[...] Il n'y a pas de substitut possible à la chose qui compte – l'engagement et l'expertise des civils¹⁷.

Bien qu'il semble y avoir un consensus assez large autour de l'idée qu'il faudrait consacrer plus de ressources aux approches, aux agents et aux politiques non militaires pour répondre aux menaces asymétriques, il n'y a pas trace jusqu'à présent de la volonté politique requise pour répondre à ce besoin. Pourtant, comme le souligne le général David Petraeus, « les vides de puissance génèrent des insurrections¹⁸. » Dans cette optique, les insurrections émergent typiquement des guerres civiles ou de l'effondrement des états. De façon générale, les insurrections et le terrorisme global dérivent pour une grande part de l'échec de l'état. En effet, l'échec du processus de développement est lié à la fois à l'incapacité des dirigeants à gouverner et à l'incapacité du peuple à être gouverné. Deuxièmement, du point de vue de la communauté internationale dans son ensemble, et particulièrement du point de vue des nations avancées activement engagées dans le processus général de développement, il y a eu un échec de l'art politique. En d'autres termes, il y a eu un échec systématique dans la poursuite d'un développement durable (pour une série de raisons complexes qui sortent du cadre de cette analyse). L'usage de ressources non militaires, sur un mode unilatéral (d'état à état) ou sur un mode multilatéral n'ont pas permis

d'obtenir des résultats concrets en matière de développement, malgré tous leurs efforts en ce sens.

Cela laisse à la communauté internationale le choix difficile d'ignorer les vides de pouvoir menant à des insurrections potentielles, à plus d'instabilité et à une corruption endémique, ou de prendre des mesures en réponse à de telles situations. Bien qu'il soit largement reconnu que les mesures destinées à contenir les forces conduisant à l'effondrement potentiel de l'état devrait être menées par des acteurs non militaires, il est clair que dans bien des cas cela ne s'est pas produit. La conclusion inévitable est que ni les transformations politiques ni le développement économique ne peuvent avoir lieu sans sécurité¹⁹.

Comme nous le savons, la nature a horreur du vide. Malgré (ou peut-être en réponse à) l'impossibilité de consacrer plus de ressources non militaires des États-Unis à l'effort d'assèchement et de prévention des menaces asymétriques, il y a eu un changement dans le paradigme militaire américain. Le département américain de la Défense a publié la directive 3000.05 en ce qui concerne le soutien militaire aux opérations de stabilisation, de sécurité, de transition et de reconstruction (SSSTR) le 28 novembre 2005, réédité sur le 16 septembre 2009. Cette directive établit fermement la politique de défense consistant à soutenir les opérations de stabilisation afin

d'établir la sécurité et le contrôle civils, restaurer les services essentiels, réparer et protéger l'infrastructure critique, et livrer l'assistance humanitaire jusqu'à la transition des responsabilités aux autres pouvoirs publics américains, aux gouvernements étrangers et forces de sécurité étrangères, ou aux organisations gouvernementales internationales. Dans de telles circonstances, le département fonctionnera au sein du gouvernement américain et, si nécessaire, au sein d'une structure internationale directrice des opérations civiles-militaires, et permettra le déploiement et l'utilisation des capacités civiles appropriées...

L'intégration des efforts civils-militaires est essentielle à la réussite d'opérations de stabilité. Le département doit...

Continuer à soutenir le développement, l'implémentation, et les opérations d'équipes civiles-militaires et les efforts liés à l'unité d'effort dans la reconstruction de l'infrastructure de base ; le développement de la structure de gouvernance locale ; encourageant la sécurité, la stabilité économique, et le développement ; et la construction de la capacité indigène pour telles tâches²⁰.»

Bien sûr, il y a eu de nombreuses interventions non militaires dans les zones de conflit ces soixante dernières années. Un commentateur note que « l'Afrique a bénéficié d'une aide équivalant à plusieurs plans Marshall depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, pourtant, elle demeure pour ainsi dire aussi pauvre aujourd'hui qu'en 1946²¹. » Cela provient en partie de la réticence des institutions d'aide bilatérales et multilatérales comme la Banque mondiale à intégrer les besoins de sécurité dans l'équation du développement²².

Le nouveau soldat

Bien qu'il ne soit pas certain que des interventions non militaires plus larges dans le processus de sécurisation, de stabilisation et de reconstruction soient à prévoir, il est clair que les forces militaires (unilatérales ou multilatérales) sont les premiers acteurs dans les situations de conflit et postérieures au conflit. C'est pourquoi je soutiendrais que le nouveau soldat, qu'il agisse dans des forces unilatérales ou multilatérales, est un agent nécessaire de stabilité et paradoxalement, de changement. Tant que le paradigme militaire américain SSTR aura cours, la création et la formation d'un nouveau soldat apparaît inévitable. Pourtant, le présent essai a en tête une vision beaucoup plus large, qui comprend non seulement les forces militaires américaines, mais aussi toutes les forces militaires qui font face à des menaces asymétriques, comme celles de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, des Pays-Bas, de l'Inde, du Maroc, de l'Indonésie, des Philippines et de bien d'autres pays.

En dernière instance, le corps du nouveau soldat devrait résider dans des forces armées multilatérales et des unités de maintien de la paix telles que celles des Nations Unies, de

l'OTAN, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine et de l'Initiative des Opérations de Paix Globales (GPOI) du G8, un programme multilatéral qui créera une force de maintien de la paix de 75 000 soldats, majoritairement africains, en 2010. Le concept de nouveau soldat pourrait aussi être pertinent pour le programme africain d'assistance à l'entraînement aux opérations de contre-insurrection (ACOTA) et pour bien d'autres programmes militaires et paramilitaires.

A mes yeux, les forces multilatérales et régionales de maintien de la paix sont mieux équipées pour livrer les guerres du nouveau soldat car de telles forces sont basées sur des approches multilingues et multiculturelles. En effet, une étude de la RAND discutée dans l'essai principal souligne que les forces multilatérales de maintien de la paix ont ajouté de la crédibilité, des coûts de fonctionnement moins élevés, et un meilleur accès aux professionnels qui ont une expérience de gestion des crises occasionnées par les états défaillants²³. Ainsi, plutôt que de créer des conflits avec des armées nationales il est sans doute temps de considérer une nouvelle approche en investissant dans de nouvelles formes d'interventions militaires pouvant être menées par le nouveau soldat.

Si cette approche est adoptée, cela signifiera que les engagements, les missions et les règles d'engagement de ces interventions militaires nouvelle formule, aux objectifs plus larges, devront être négociés et acceptés par les participants. Les implications politiques sont assez importantes, et cela doit représenter un changement de paradigme non seulement pour l'armée américaine, mais aussi pour d'autres armées qui sont confrontées aux insurrections et au terrorisme global.

Les interventions qui devraient être confiées initialement au nouveau soldat sont de fournir aide humanitaire, sécurisation et stabilisation, ainsi que la résolution et la prévention des conflits. En dernière instance, le nouveau soldat devrait former la toile de fond permettant d'engager un dialogue diplomatique visant la fin des hostilités et le début du processus de paix et de réconciliation. Ainsi, les conditions sous-jacentes d'association de

forces militaires multilatérales comme l'OTAN, les Nations Unies et les organisations et unités apparentées pourraient devoir être changées ou reformulées pour prendre en compte le besoin d'un nouveau soldat. Cela pourra signifier une autorité plus grande, par exemple, pour que des forces militaires régionales interviennent internationalement là où c'est nécessaire. Par exemple l'Union Africaine pourrait se voir confier la tâche de mettre en place des forces de maintien de la paix aux Philippines.

Au-delà, lors de la création du nouveau soldat, les stratégies de recrutement pourraient aussi devoir être changées radicalement. Certains s'inquiètent que le déplacement de l'attention de la guerre de coercition vers des compétences plus « douces » impliquées dans la prévention des conflits et la réconciliation aussi bien que dans les exercices de *nation-building* pourrait entrer en conflit avec les structures militaires existantes et les démoraliser – après tout, les armées établies sont construites sur un ensemble différent de talents et d'attentes. C'est pourquoi il sera sans doute nécessaire de formuler un nouveau profil de carrière militaire pour attirer les offi-

ciers et le reste du personnel désireux d'acquiescer ce nouvel ensemble de compétences nécessaire au nouveau soldat. Comme le nouveau soldat a une mission différente, basée sur une perspective et un entraînement différents, sans doute faudra-t-il changer de façon significative le curriculum habituel des écoles militaires. Les officiers à la retraite pourraient souhaiter diriger l'effort pour partager leur expérience avec les autres, et aider à changer de paradigme militaire pour inclure une nouvelle façon de servir en créant un type de soldat différent. Comme le dit le secrétaire américain à la Défense Robert Gates, « De nouvelles institutions sont nécessaires pour le 21^e siècle, de nouvelles organisations avec un état d'esprit du 21^e siècle²⁴. »

Cela représente sans doute notre nouveau défi : créer un nouveau soldat, non pas en conflit avec le soldat d'aujourd'hui, mais comme un partenaire nouveau et fiable pour l'armée de demain. □

Notes

1. Voir le site internet de l'armée de Terre américaine, disponible à l'adresse suivante : www.awg.army.mil/ (dernière visite le 6 juin 2010).

2. Blake, William (1970), « *Songs of Innocence and of Experience: Showing the Two Contrary States of the Human Soul, 1789-1794* », London: Oxford University Press, p 148. Traduction française inspirée de G. Thinès.

3. Voir la note du département d'État américain datée du 11 octobre 2005, naguère disponible à <http://www.state.gov/s/ct/rls/fs/37191.htm> (dernière visite le 25 juillet 2007).

4. Voir la note de fonds sur le Hamas du Conseil des Affaires étrangères, http://www.cfr.org/publication/8968/mise_à_jour_le_27_août_2009 (dernière visite le 6 juin 2010).

5. Paz, Reuven (18 août 2005), « *Between Ideology and Strategy, in What Does al-Qaeda Want ?* », Edition 31, Vol. 3, Middle East Roundtable, disponible sur <http://www.bitterlemons-international.org/previous.php?opt=1&id=98#397> (dernière visite le 6 juin 2010).

6 Zacharia, Fareed (15 octobre 2001), « The Politics of Rage: Why Do They Hate Us? », *Newsweek*, disponible sur

http://www.fareedzakaria.com/ARTICLES/newsweek/101501_why.html (consulté le 6 juin 2010).

7. El Fadl, Khaled Abou (décembre 2001/janvier 2002), « The Place of Tolerance in Islam: On Reading the Qur'an—and Misreading It », *Boston Review*. Disponible sur <http://bostonreview.net/BR26.6/elfadl.html> (consulté le 6 août 2010). L'auteur, un collègue réputé enseignant le droit musulman à UCLA, affirme que les prémices théologiques du terrorisme global sont dérivées du « puritanisme intolérant des courants Wahhabite et Salafiste ». Le Salafisme a été fondé au début du XX^e siècle et soutenait, selon l'auteur, que l'on devait répondre aux défis de la modernité par « un retour aux sources originales du Coran et de la Sunnah (la tradition du Prophète) ». Bien que « le Wahhabisme définisse l'orthodoxie de façon très étroite, et ait été extrêmement intolérant de toute foi contredisant la leur », l'auteur affirme qu'il « ne porte pas la responsabilité primaire de l'existence de groupes terroristes dans l'Islam aujourd'hui. » Il souligne que « le Wahhabisme est principalement orienté vers l'intérieur – bien qu'il s'intéresse au pouvoir, il exerce son pouvoir essentiellement sur d'autres

Musulmans. [...] Les groupes militants puritains, au contraire, sont à la fois tournés vers l'intérieur et vers l'extérieur – ils essayent d'exercer un pouvoir sur les Musulmans comme sur les non Musulmans. [...] En tant que mouvements populistes, ils représentent une réaction à la dépossession dont ont souffert de nombreux Musulmans à l'époque moderne, livrés à des régimes violemment despotiques ou aux mains des puissances interventionnistes étrangères. Ces groupes comprennent des sentiments extrêmes de dépossession par des revendications de pouvoir extrêmes et vulgaires. Nourris par des credo idéologiques puritains et suprématistes, leurs actes symboliques de pouvoir deviennent intrinsèquement, fanatiques et violents. »

8. Mazarr, Michael (été 2008), « The Folly of 'Asymmetric War' », *Washington Quarterly* 31, no. 3, pp 33-53, disponible sur http://www.twq.com/08summer/docs/08summer_mazarr.pdf (consulté le 17 juin 2010.) Le professeur Mazarr enseigne la stratégie de sécurité nationale à U.S. National War College.

9. *id.*, p 35-36.

10. *id.*, p 39-41.

11. Record, Jeffrey (Hiver 2005-06), « Why the Strong Lose », *Parameters* 35), 16, pp 20-22 disponible sur http://www.army.mil/professionalwriting/volumes/volume4/january_2006/1_06_3_pf.html (consulté le 17 juin 2010).

12. *id.*, p 25.

13. *id.*, p 26.

14. Clausewitz, Carl von (1976), « *On War* », éd. & trad. Michael Howard & Peter Paret, Princeton University Press, pp 87, 89.

15. Mazarr, Michael, « *The Folly of 'Asymmetric War'* », p 38.

16. *id.*, p 50. Le professeur Mazarr ajoute que : « Les États-Unis devraient puissamment renforcer leurs efforts pour réduire l'instabilité, les conflits et le radicalisme dans les régions-clé du monde et promouvoir l'institutionnalisation et la bonne gouvernance dans les états d'importance critique. Ils devraient cependant le faire en s'appuyant sur un ensemble élargi et approfondi d'outils non militaires, et plutôt de façon préventive et collaborative que de manière interventionniste ex post. » *Id.*, p 35.

17. Gates, Robert (26 novembre 2007), « *Beyond Guns and Steel: Reviving the Nonmilitary Instruments of American Power* », Remarques formulées par le secrétaire à la Défense à Manhattan, Kansas, disponible sur www.defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=1199 (consulté le 6 juin 2010).

18. *Field Manual* (FM) 3-24 / Marine Corps Warfighting Publication (MCWP) 3-33.5), *Counterinsurgency*, décembre 2006, pp 1-4, www.fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf (consulté le 6 juin, 2010). Le général Petraeus souligne

que récemment, les idéologies basées sur des formes extrémistes d'identités ethniques ou religieuses ont remplacé les idéologies basées sur des idéaux révolutionnaires séculiers. Ces nouvelles formes données à de vieilles croyances très enracinées définissent les identités des combattants les plus dangereux dans ces nouvelles guerres internes. Ces conflits ressemblent aux guerres de religion en Europe avant et après la Réforme du 16^e siècle. Les hommes ont remplacé des identités nationales inopérantes par des sources traditionnelles d'unité et d'identité. Lorsque les États-Unis combattaient les insurrections pendant la guerre froide, ils se consacraient à renforcer la capacité à se défendre d'un état ami menacé et à encourager des réformes politiques et économiques pour couper l'insurrection de ses soutiens. Aujourd'hui, faisant face à une insurrection née de l'échec ou de l'effondrement d'un état, les combattants de contre-insurrection sont souvent face à une tâche beaucoup plus redoutable : aider des forces amies à rétablir un ordre et une légitimité politiques quand ces conditions n'existent plus. *Id.*

19. Dobbins, James et al, (2003), « *America's Role in Nation-Building: From Germany to Iraq* », Santa Monica, CA: RAND, p 69, disponible sur http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1753/ (consulté le 7 juin 2010).

20. Department of Defense Instruction 3000.05 (septembre 16 2009), *Stability Operations*, pp 2, 3, disponible sur <http://www.dtic.mil/whs/directives/corres/pdf/300005p.pdf> (consulté le 7 juin 2010). Voir aussi FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, un manuel consacré à diriger une campagne de contre-insurrection, coécrit par le général David Petraeus, qui déclare clairement que « [la contre-insurrection] implique l'application de pouvoir national dans les politiques, militaires, économiques, sociales, les informations, et les champs d'infrastructure et les disciplines. Les dirigeants et les projeteurs politiques et militaires ne devraient jamais sous-estimer son échelle et sa complexité ; de plus, ils devraient reconnaître que les Armées ne peuvent pas arriver à [les opérations de contre-insurrection] seul » pp 1-1.

21. McFate, Sean (Jan.-Fév. 2008), « U.S. Africa Command: a New Strategic Paradigm? », *Military Review* 88, No. 1, p 15, disponible sur http://findarticles.com/p/articles/mi_m0PBZ/is_1_88/ai_n25410262 (consulté le 7 juin 2010).

22. *id.*

23. Dobbins et al, *America's Role in Nation-Building*, pp 25, 36, 37-38.

24. Gates, *Beyond Guns and Steel*.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp